

Chapitre 7 : Comment expliquer l'engagement politique dans les sociétés démocratiques ?



Introduction :

Depuis les années 1980, la montée de l'abstention électorale semble le signe inéluctable d'un désintérêt politique et du déclin de l'engagement politique des citoyens. Pourtant, le mouvement récent des « gilets jaunes » nous rappelle que les formes de l'action collective et de l'engagement politique sont diverses. Mais comment expliquer l'engagement politique ? Quelle est la part du contexte politique dans l'engagement politique ? Pourquoi certains individus se mobilisent-ils d'avantage que d'autres ? Quant à l'action collective, comment s'est-elle transformée au cours des dernières décennies ?

Objectifs d'apprentissage :

| | |
|--|--|
| Comprendre que l'engagement politique prend des formes variées (vote, militantisme, engagement associatif, consommation engagée). | |
| Comprendre pourquoi, malgré le paradoxe de l'action collective, les individus s'engagent (incitations sélectives, rétributions symboliques, structure des opportunités politiques). | |
| Comprendre que l'engagement politique dépend notamment de variables sociodémographiques (catégorie socioprofessionnelle, diplôme, âge et génération, sexe). | |
| Comprendre la diversité et les transformations des objets de l'action collective (conflits du travail, nouveaux enjeux de mobilisation, luttes minoritaires), des acteurs (partis politiques, syndicats, associations, groupements) et de leurs répertoires. | |

1) L'action collective et ses évolutions

A) D'une centralité du travail dans les conflits à une diversification (Doc 1 et 2 P 272)

Action collective : Ensemble d'actions concertées d'un ou de plusieurs groupes d'individus en vue de faire triompher une cause.

L'action collective tout au long du XIX^{ème} et de la première partie du XX^{ème} siècle :

Au XX^e siècle, jusque dans les années 1960/1970, les conflits sociaux ont comme principal objet le travail, du travail ont été portés par les ouvriers, employés et les organisations syndicales qui les représentent. Les syndicats y sont puissants, et trouvent des relais politiques. Les grèves et manifestations interprofessionnelles peuvent être massivement suivies par les salariés. Mais le recul des grandes entreprises industrielles (où les syndicats faisaient adhérer de nombreux salariés), ainsi que la montée du chômage et de la précarisation (qui augmente les coûts économiques de l'action

collective : perte de salaire, crainte de représailles patronales) s'accompagnent d'un fort recul de la grève et de la syndicalisation.

L'évolution des revendications et des objets de l'action collective à la du XXe siècle :

Les revendications du mouvement ouvrier étaient principalement des revendications matérielles qui portaient sur les conditions de travail, le niveau de vie et, plus largement, la « distribution du bien-être » : réduction de la durée de travail, augmentation de salaires, congés payés...

À partir des années 1970 de nouveaux mouvements sociaux se développent

Les revendications sont en partie nouvelles car elles ne portent plus seulement sur le travail mais sur des motifs d'ordre culturel et sur la reconnaissance d'une identité (régionale, homosexuelle). Il faut toutefois nuancer leur nouveauté : les mouvements féministes, par exemple, existaient déjà au début du XXe siècle, avec par exemple le mouvement de suffragettes qui réclamait le droit de vote pour les femmes.

Nouveaux enjeux de mobilisation et nouveaux acteurs :

À côté du mouvement ouvrier se développent ainsi des mouvements sociaux portés par de nouveaux acteurs (les étudiants, les femmes, les minorités sexuelles) qui vont faire émerger des revendications nouvelles par rapport aux revendications traditionnelles du mouvement ouvrier.

Défense d'identités et de valeurs : mouvements féministes, écologistes, homosexuels, régionalistes, étudiants, des droits civiques, lutte contre le racisme, etc. des valeurs considérées comme « post-matérialistes », plus qualitatives



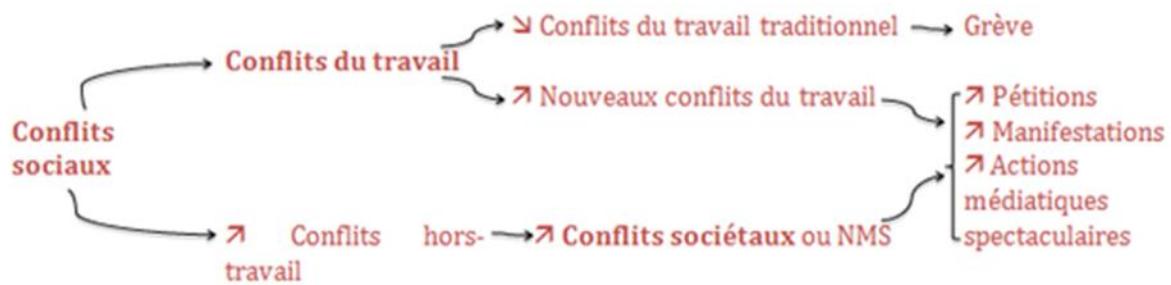
Lors de la journée internationale de lutte contre le sida, Act Up-Paris déroule un préservatif géant sur l'obélisque de la Place de la Concorde, à Paris, le 1er décembre 1993. Cette image fait le tour des médias et permet de communiquer sur l'importance de l'utilisation du préservatif dans la lutte contre l'épidémie.

Le mouvement Black Lives Matter (Doc 4 P 273) :

Luttes minoritaires : luttes menées par les « minorités », c'est-à-dire les groupes ayant une expérience commune de discrimination (femmes, LGBT, minorités ethniques, etc.)

En 2020, la mort de George Floyd, victime des violences policières et de discriminations ethniques, a permis de remettre en avant la question des luttes minoritaires.

Le mouvement Black Lives Matter par exemple est porté par une minorité : les afro-américains, qui et met en avant la condition dominée des minorités raciales dans la société américaine, et notamment le racisme et la violence dont ils font l'objet de la part de différentes institutions (police, services pénitentiaires, justice...). Pour eux, le racisme est avant tout un système un phénomène structurel qui conduit à des pratiques racistes. (Racisme d'État)



B) L'évolution du répertoire de l'action collective (Doc 2 P 274)

"Toute population a un répertoire limité d'actions collectives, c'est-à-dire de moyens d'agir en commun sur la base d'intérêts partagés (...). Ces différents moyens d'action composent un répertoire, un peu au sens où on l'entend dans le théâtre et la musique, mais qui ressemble plus à celui de la commedia dell'arte ou du jazz qu'à celui d'un ensemble classique. On en connaît plus ou moins bien les règles, qu'on adapte au but poursuivi". C. Tilly

La notion de répertoire d'action collective (1984) permet de rendre compte des transformations des mobilisations contestataires au cours du temps. Ce concept permet de souligner que :

Toute contestation a recours à une palette préexistante de formes d'action mais il est possible d'en inventer de nouvelles.

- Les formes de protestations s'inspirent de registres ou répertoires préexistants qui peuvent faire l'objet d'adaptations selon les dispositions sociales des acteurs qui se mobilisent

Le répertoire d'action national qui se développe au XIXe siècle est en partie toujours en vigueur aujourd'hui (cf. par exemple les mobilisations contre la réforme des retraites en 2019-2020). Il existe depuis la fin du XXe siècle un troisième répertoire d'action qui serait davantage international (ONG, #Meetoo...) et mobiliserait de nouvelles formes d'action (recours accru à l'expertise par exemple).



Les syndicats, partis politiques ou associations ont perdu le monopole de la protestation, au profit d'organisations qui ne vivent, parfois, que le temps de l'action, sans leaders identifiés, peu institutionnalisées, et privilégiant un fonctionnement informel, décentralisé, en réseaux (comme le mouvement des gilets jaunes). Mais il ne faut pas oublier que les acteurs les plus institutionnalisés (partis politiques et syndicats) restent les principales organisations de protestations aujourd'hui encore.

Exercice 1 : La diversité des conflits sociaux

À l'aide de vos recherches complétez le tableau ci-dessous :

| Exemples de conflits sociaux : | Acteur(s) du conflit | Répertoire / Forme de l'action collective | Objet du conflit : revendications matérialistes ou sur des valeurs ? Préciser lesquelles |
|--------------------------------|----------------------|---|--|
| | | | |

| | | | |
|--|--|--|--|
|  <p>Action de Sea Shepherd devant la Tour Eiffel, 2020.</p> | | | |
|  <p>Manifestation contre la réforme des retraites, 2019</p> | | | |
|  <p>Gilets jaunes sur un rond-point, 2019</p> | | | |
|  <p>Développement du hashtag #metoo</p> | | | |
|  <p>Occupation de l'usine Goodyear à Amiens, 2013</p> | | | |

2) Formes et facteurs de l'engagement politique

A) Les différentes formes de l'engagement politique (Doc 1,2,3 et 4 P 257)

Engagement politique : implication durable d'un individu dans des actions défendant une cause.

Le vote : désigne le fait d'exprimer une opinion lors d'une 'élection ou d'une prise de décision.

Plus que leur impact, c'est leur légitimité qui distingue les différentes formes de participation politique. [...] C'est ce que reflète la distinction faite classiquement en science politique entre formes « conventionnelles » et « non conventionnelles » de participation politique. La première catégorie désigne le vote et l'ensemble des pratiques en lien avec le processus électoral. [...] La participation non conventionnelle regroupe des pratiques protestataires telles que la manifestation, la grève, la pétition (qui sont les formes légales de participation non conventionnelle) mais aussi des pratiques illégales telles que le boycott¹, l'occupation d'un bâtiment, la séquestration, le recours aux armes...

[...] La distinction met bien en évidence le fait que, dans les démocraties représentatives, toutes les formes de participation ne bénéficient pas de la même légitimité. [...] Cette hiérarchisation ne se limite pas à la sanction des formes violentes ou illégales; elle conduit aussi à donner une valeur supérieure aux formes de participation liées à l'élection de représentants. [...] Le rapport à la manifestation illustre bien cette hiérarchie. [...] Les gouvernements en place [...] la réduisent à la mobilisation d'une minorité, qui s'oppose à la majorité électorale, ou à une forme d'expression qui ne saurait se substituer à celle des urnes. C'est le sens de la phrase attribuée au Premier ministre Jean-Pierre Raffarin en 2003 : « ce n'est pas la rue qui gouverne ! »

Anne-Cécile Douillet, *Sociologie politique*, Armand Colin, 2017.

1. La provocation à la discrimination ou l'entrave à une activité économique sont illégales, même si les poursuites aboutissent souvent à des « non-lieux ».



L'affiche de campagne du parti animaliste pour les élections européennes de 2019.

Il existe principalement 2 formes de participation politique, une **participation conventionnelle et non conventionnelle**. La participation conventionnelle est considérée comme permettant de faire émerger une préférence collective comme le vote, à l'opposé il existe des actions non conventionnelles qui ne sont que l'expression d'intérêts minoritaires et qui a comme objectif d'influencer le pouvoir politique.

Le parti animaliste cherche officiellement à conquérir le pouvoir mais son objectif est en réalité davantage de promouvoir les intérêts des animaux.

Dans l'ensemble les Français considèrent le vote comme la forme d'action politique la plus efficace pour faire bouger les choses (c'est le cas de 40 % des Français de 15 ans ou plus). La participation à un groupe ou à une association vient ensuite, pour 15 % d'entre eux.

Le **militantisme** : participation durable à une action d'un groupe en vue de défendre une cause.

Les militants réalisent différents types d'action politique dans le cadre de leur militantisme : distribution de tract, participation à des réunions, discussions politiques avec les passants... Le militantisme se distingue de la simple adhésion à un parti ou une association car il demande une implication importante et durable.

L'engagement associatif :

L'engagement associatif correspond au fait d'être membre d'une association. Toutefois, pour qu'il soit politique il faut que cet engagement vise à influencer l'univers politiques :

- Cet engagement cherche à influencer la compétition pour l'accès au pouvoir
- Cet engagement a pour but de rendre leur cause visible dans le débat public, de militer pour qu'elle fasse l'objet d'une prise en charge par des institutions politiques (gouvernement, parlement, mairie...)

Si 41 % des Français sont membres d'une association, on peut remarquer que pour 28 % des Français, il s'agit d'associations sportives ou culturelles, qui n'induisent donc pas forcément un engagement politique.

Consommation engagée : c'est le fait de consommer ou de ne pas consommer un bien ou un service afin de démontrer une opinion ou de s'investir pour une cause. Le consommateur engagé est une personne qui prend en compte les conséquences publiques de sa consommation privée, et qui essaie d'utiliser son pouvoir d'achat pour induire des changements dans la société.

C'est une forme individuelle d'engagement. Une consommation peut être influencée par des principes politiques/des valeurs. Par exemple, acheter des produits locaux pour lutter contre la mondialisation.

L'originalité de cette forme d'engagement est de chercher à influencer la société et les entreprises en cherchant à modifier le fonctionnement des marchés depuis sa position de consommateur.

a) Oui ; b) Non ; c) Non/Oui (dépend de la justification) ; d) Oui ; e) Oui ; f) Non ; g) Oui

Un engagement qui peut se faire dans des organisations de différents types :

| | Syndicat | Association | Parti politique | Groupement (ou collectif) militant |
|-------------------|---|--|--|---|
| Définition | Association ayant pour but d'assurer la défense collective et individuelle des intérêts matériels et moraux des travailleuses et travailleurs. | Groupement de personnes volontaires réunies contractuellement autour d'un projet commun ou partageant des activités, mais sans chercher à réaliser de bénéfices. | Organisation dont l'objectif est la conquête, l'exercice et le maintien au pouvoir politique, et dont les membres partagent une philosophie ou une idéologie commune | Rassemblement de citoyen(ne)s en vue de défendre une cause ou une idéologie |
| Exemples | Confédération générale du travail (CGT), Confédération démocratique des travailleurs (CFDT), Fédération syndicale unitaire (FSU), Force ouvrière (FO)... | Secours catholique, Droit au logement, Champigny football club 94, Association des anciens combattants... | La République En Marche (LREM), Rassemblement National (RN), La € Insoumise (LFI), Europe Ecologie les Verts (EELV), Parti Socialiste (PS)... | Gilets Jaunes, Extinction Rebellion, comité Adama, collectif des sans papiers... |
| Objet | Information des travailleurs et travailleuses sur leurs droits ; défense des salarié(e)s en cas de conflit avec l'employeur ; négociation d'accords collectifs avec les employeurs et l'Etat ; gestion des organismes de sécurité sociale avec les employeurs et l'Etat | Partage d'un loisir entre membres ; défense des intérêts des membres ; rôle caritatif ou humanitaire ; expression, diffusion ou promotion d'idées ou d'œuvres... | Conquérir/exercer le pouvoir et désigner des candidats aux élections ; élaborer des programmes politiques qui tiennent compte des besoins et demandes des citoyens, animer le débat et inciter les citoyens à s'intéresser et participer à la vie politique. | Faire reconnaître ou défendre une cause, des idées, et/ou les intérêts de ces membres ; faire pression sur les responsables politiques pour des solutions politiques. |

B) Les variables sociodémographiques qui influent sur la probabilité d'engagement

-Selon le genre :

Le moindre engagement politique des femmes par rapport aux hommes peut s'expliquer par la **socialisation différenciée** selon le genre : d'une part, dans la société, la politique reste un univers souvent associé à la virilité. Il est perçu comme plus « naturel » pour un homme d'exprimer une opinion politique que pour une femme. D'autre part, l'inégal partage du travail domestique constitue un obstacle à l'engagement militant : cela diminue le temps et l'énergie disponible qu'elles ont à consacrer à l'engagement. Enfin, les organisations militantes peuvent, de par leur fonctionnement (réunions tardives, valorisation d'un engagement total, stéréotypes sexistes) décourager la mobilisation active des femmes.

-Selon le milieu social :

Plus on est issu d'une CSP favorisée, plus on a de probabilités de s'intéresser à la politique.

L'accumulation de connaissances et compétences scolaires (niveau de diplôme) favorise l'acquisition des connaissances nécessaires pour se repérer dans l'univers politique. Mais elles montrent aussi que le fait d'exercer une position sociale favorisée (degré élevé d'autonomie et de responsabilités au travail, position hiérarchique élevée, exercice d'un métier socialement prestigieux...) encourage un sentiment de compétence politique et à exprimer sa vision politique du monde

-Selon l'âge :

Les jeunes ont moins fréquemment recours au vote. Lorsqu'ils et elles votent, il est moins souvent un vote d'engagement : ils restent moins fidèles au même parti ou au même camp politique, et ils se dirigent plus vers des votes « radicaux » (survote pour des partis comme la France Insoumise ou le Rassemblement National). Ils sont aussi moins fréquemment engagés dans des partis politiques et des syndicats que les autres catégories d'âge. Ils et elles participent, ou se déclarent favorable plus souvent que les autres classes d'âge à des formes de participation non électorale de nature plus protestataire, comme les manifestations, ou les pétitions, participation politiques numériques : pétitions en ligne, participation à des concertations en ligne, veille sur l'activité des élus, expression d'opinions politiques sur les réseaux sociaux...

Mais il existe aussi un important **effet génération** : suivant le contexte économique, politique, ou social de la société dans laquelle ils évoluent, les individus n'ont pas la même probabilité de recourir à l'action protestataire et à l'engagement. Par exemple, les comportements politiques de la génération qui a été adolescente ou jeune adulte et qui a connu les événements de mai 1968 se caractérisent par un vote plus à gauche et une tendance plus prononcée que les autres générations à recourir à l'action protestataire. Cela peut s'expliquer par l'effet socialisateur joué par les événements de mai 1968 et l'influence forte exercée par les groupes militants d'extrême-gauche dans les campus universitaires, les usines, les mouvements urbains...

[Mai 68 - La Grande Explication](#)

Exercice :



Source : d'après l'enquête Harris pour la Fondation Jean Jaurès, 2015.

Parmi les formes d'engagement politique proposées, les Français choisissent davantage des actions jugées plus individuelles, telles que le vote. L'engagement dans des collectifs engagé politiquement émerge de manière plus secondaire. Il existe une certaine défiance des Français vis-à-vis des institutions représentatives traditionnelles.

L'engagement politique comporte une dimension individuelle (vote ou boycott de produit) mais il s'agit surtout d'un phénomène collectif : il s'effectue le plus souvent dans le cadre d'organisations, comme le montrent l'engagement partisan, syndical et associatif ou la participation à des mobilisations collectives. Par ailleurs, comme le vote, l'engagement politique obéit à des déterminismes socioculturels et doit être relié au processus de socialisation.

C) Un engagement paradoxal ?

Paradoxe de l'action collective : Selon Mancur Olson, fait qu'une action collective soit a priori paradoxale car si un individu peut bénéficier des retombées d'une mobilisation sans assumer les coûts de la participation, il a tout intérêt à se comporter en **passager clandestin**. Mais si tous font de même, l'action collective ne peut avoir lieu.

En effet, se mobiliser entraîne des bénéfices incertains : il n'est pas sûr que les revendications aboutissent... De plus, l'engagement peut être coûteux et risqué : cela demande de l'énergie, du temps (alors que ce temps pourrait être consacré aux loisirs, à la famille ou aux amis, au développement de sa carrière professionnelle...); cela peut entraîner des coûts financiers (renoncement au salaire en cas de grève par exemple); le mouvement social peut mal vu par ses supérieurs hiérarchiques.... Si chacun raisonne à l'échelle individuelle, en comparant les coûts et les risques liés à l'engagement dans une action collective (calcul coûts/bénéfices), la décision la plus rationnelle consiste donc à ne pas se mobiliser en attendant que les autres le fassent pour soi. Mais si tout le monde raisonne ainsi, alors on ne devrait observer aucune mobilisation collective. C'est ce qu'on appelle le paradoxe de l'action collective car certaines personnes acceptent malgré tout de se mobiliser : comment l'expliquer ?

Le décalage entre un soutien majoritaire des Français au mouvement des gilets jaunes et une participation minoritaire illustre le paradoxe de l'action collective :

Alors que 53 % des Français déclaraient soutenir le mouvement des Gilets jaunes en décembre 2018, seulement 15 % d'entre eux avaient déjà participé personnellement à des actions ou des manifestations dans la rue ou sur les routes. Ce décalage entre un soutien majoritaire des Français au mouvement et une participation minoritaire illustre le paradoxe de l'action collective. Si les individus soutiennent un mouvement, il y a un coût à participer aux actions de blocage ou de manifestation. Les individus vont préférer individuellement laisser les autres aller sur les ronds-points ou aux manifestations, tout en soutenant leurs revendications.

Les raisons qui poussent les individus à s'engager :

Incitations sélectives : incitations individuelles à participer à une action collective, qui soit rendent la non-participation plus coûteuse (ex : dénigrement des non-grévistes) soit rendent la participation plus avantageuse.

La mobilisation est plus difficile dans les grands groupes que dans les petits groupes selon Olson car il est plus difficile de contrôler, au sens du « contrôle social », la participation des individus. Dans un petit groupe, celui qui espère recevoir les bénéfices de l'action sans participer sera rapidement identifié par les autres membres du groupe, ce qui n'est pas le cas dans les grands groupes.

Les incitations sélectives ciblent les seuls participants à une action collective et elles doivent être privilégiées dans des grands groupes. Elles peuvent être positives (comme la défense de l'avancement des salariés pour les syndicats, une prise en charge du coût de la grève), elles peuvent aussi être négatives lorsqu'il s'agit de sanctionner l'individu qui ne souhaite pas s'engager (par exemple en l'isolant, en stigmatisant les non-grévistes).

Rétributions symboliques : Ensemble des rétributions non matérielles consécutives à un engagement politique.

Ces rétributions symboliques renvoient à une satisfaction individuelle et subjective grâce à un rôle social gratifiant, la création de liens sociaux et l'intégration dans un groupe. L'engagement peut être aussi motivé par la constitution d'un capital social. Aussi, on peut penser à des avantages psychologiques liées à la satisfaction d'œuvrer pour une « bonne cause » et de se rendre utile, de développer certaines compétences (prendre la parole en public, rédiger des tracts, ...) ou liées au plaisir des discussions, à la camaraderie, à l'identification à un groupe, aux rencontres amicales ou amoureuses, ... Ces rétributions vont encourager l'engagement des individus, des raisons de poursuivre l'engagement, y compris lorsque les résultats de celui-ci ne sont pas à la hauteur de ce que l'on pouvait espérer. Ces rétributions fonctionnent comme des récompenses, elles permettent de compenser le coût individuel de l'engagement politique.

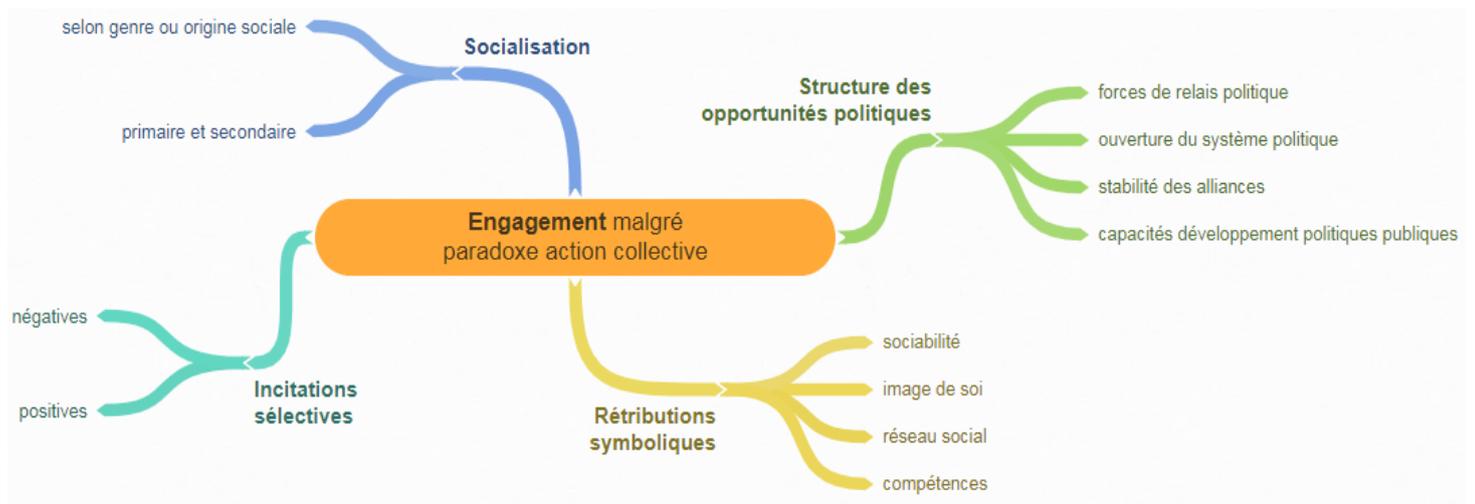
Structure des opportunités politiques : Environnement politique qui peut, selon la conjoncture, exercer une influence positive ou négative sur l'émergence et le développement d'un mouvement social.

Il existe des facteurs structurels, liés au contexte politique, qui favorisent l'essor d'actions collectives. La notion de structure des opportunités politiques permet de rendre compte de ces facteurs.

Ouverture du système politique, degré de stabilité des alliances politiques, division des élites et forces relais à des positions stratégiques, présence d'allié influent sont autant d'éléments qui peuvent exercer une influence positive ou négative un mouvement social.



Ainsi, lorsque les différentes composantes de la structure des opportunités politiques sont favorables aux actions collectives, l'émergence et le développement de celles-ci deviennent plus probables, et ils ont plus de probabilités de succès. Cela peut donc inciter les citoyens à rejoindre ces mouvements, car les bénéfices potentiels liés à la mobilisation augmentent.



Exemples de sujets de bac :

EC1 – Mobilisation de connaissances :

A l'aide d'exemples, montrez que l'engagement politique prend des formes variées.

A l'aide d'un exemple, illustrez le paradoxe de l'action collective

EC3 – Raisonnement appuyé sur un dossier documentaire :

Vous montrerez que les raisons de l'engagement politique répondent à différentes logiques.

Dissertation :

Comment l'action collective a-t-elle évolué en France ?